

L'Algérie sous la menace des médicaments contrefaits

Page 2

LE JOUR

D'ALGERIE

Votre quotidien national

Quatorzième année - N° 4245 - Jeudi 10 août 2017 - Prix : 10 DA

Entamée depuis fin juillet

Messahel finit sa tournée au Moyen-Orient

Page 3

Pour l'inexploitation de l'abattoir des viandes rouges de Hassi Bahbah (Djelfa)

Coup de gueule de Abdelkader Bouazghi

Page 4

Dissuasion asymétrique

Par Mohamed Habili

Entre les Etats-Unis et la Corée du nord, jamais la tension n'est arrivée au point où elle en est aujourd'hui. Elle était déjà fort grande il y a quelques jours lorsque Pyongyang avait procédé à un autre tir de missile balistique. Mais il ne semble pas que ce soit cette énième «provocation» de sa part qui a mis à rude épreuve la patience du président des Etats-Unis, qui pour la première fois lui a demandé en des termes étudiés pour faire un maximum d'effet d'arrêter de menacer son pays et ses alliés dans la région, s'il ne tenait pas à être vitrifié. Rex Tillerson avait réagi à ce tir de missile effectué pour impressionner avec la force tranquille de quelqu'un qui d'une part ne voulait pas entrer dans le jeu d'un vis-à-vis qui visiblement n'est plus maître de lui-même, et qui de ce fait ne demande qu'à en découdre, et qui de l'autre n'avait aucune envie de paraître craindre quelque chose de lui. Les propos tenus par lui à cette occasion étaient de nature à détendre l'atmosphère la plus chargée. Les Etats-Unis, a-t-il dit, depuis l'Asie où il se trouvait, ne voyant pas dans la Corée du Nord un pays ennemi, ne projetaient ni de l'attaquer ni de lui faire changer de régime. C'est bien la première fois qu'un responsable américain a tenu des paroles aussi rassurantes à l'adresse de Pyongyang ; qui plus est, à la suite d'un tir de missile balistique réussi.

Suite en page 3

Contestation dans le Rif

Le Maroc risque une «instabilité sociopolitique»



PH.D. R.

Un ex-ministre du Royaume chérifien met en garde contre une «instabilité sociopolitique» aux conséquences dommageables qui risque de s'installer. «La persistance de ce mouvement social en dit long sur les faiblesses structurelles dont souffre le Maroc et qui provoquent régulièrement des protestations dans différentes villes et localités du pays», soutient Saïd Saïdi, dans une tribune publiée hier par l'hebdomadaire *Jeune Afrique*.

Lire page 3

Suite aux inondations survenues à Tamanrasset

Une personne emportée par les eaux et une autre noyée

Page 24

A cause d'un pouvoir d'achat laminé

Les citoyens se rabattent sur l'achat par facilité

Page 2

Saisie de l'équivalent de 30 millions de DA de produits non facturés

L'Algérie sous la menace des médicaments contrefaits

■ L'Algérie, tout comme les autres pays du monde, fait face à une contrefaçon qui ne cesse de prendre de l'ampleur d'année en année. Avec ses nombreuses frontières terrestres difficiles à surveiller et une façade maritime de 1 200 kilomètres, elle est une cible idéale pour les réseaux mafieux internationaux.

Par Meriem Benchaouia

Tout est sujet à contrefaçon : des pièces de rechange aux cosmétiques, en passant par l'électroménager, les équipements électriques, le textile, la quincaillerie, le tabac et même l'agroalimentaire, la quasi-majorité des produits en sont tou-

chés. Aucun produit manufacturé n'y échappe aujourd'hui, aucun secteur économique n'est épargné et la lutte peine à porter ses fruits. Désormais, les professionnels de la contrefaçon ne se contentent plus d'inonder la planète de faux articles de luxe. Ils fabriquent aussi des médicaments à une échelle qui inquiète les responsables sanitaires. Véritable fléau, dont les conséquences sur la santé publique peuvent être graves, voire dramatiques, les médicaments falsifiés n'épargnent plus notre pays. En quelques années, ce phénomène a atteint des proportions particulièrement inquiétantes. Pouvoirs publics, organisations internationales, associations ne cessent de tirer la sonnette d'alarme. Même si les professionnels ainsi que le ministère de la Santé parlent de contrôle rigoureux des médicaments vendus dans les officines, le risque est toujours présent avec les produits qui entrent dans le pays dans les cabas et qui échappent à tout contrôle. En effet, une quantité considérable de produits pharmaceutiques non facturés d'une valeur marchande de 30 millions de dinars a été saisie à Sétif, selon les services de Sûreté de la wilaya. L'opération, qualifiée de « qualitative », a été effectuée lors d'une descente des éléments de la Brigade de recherche et d'intervention (BRI) des services de la police ciblant trois hangars appartenant à un herboriste, ont précisé les services de la police dans un communiqué. Selon la même source, les produits saisis ont été confiés aux services des Douanes après l'ouverture d'une enquête appro-



Ph/D. R.

fondie par la Police judiciaire sur les circonstances dans lesquelles cette « marchandise » a été introduite sur le territoire national et le circuit de son écoulement. Les services de police ont procédé à la saisie, entre autres, de 1,3 million de comprimés répertoriés comme stimulants sexuels, 145 000 crèmes, 3 000 sachets de café et 480 boîtes de chocolat ainsi que d'autres équipements, selon le même communiqué. Un dossier concernant cette affaire a été

ficelé et transmis aux instances judiciaires compétentes, a indiqué la même source. Selon le bilan présenté par Djamel Brika, directeur des relations publiques à la direction générale des douanes, lors du 18e Forum pharmaceutique international, les douanes ont saisi 17 272 boîtes de médicaments en 2016 d'une valeur de 1,2 million DA, alors que neuf affaires ont été recensées durant le premier trimestre 2017, lesquelles portent sur 13 809 unités d'une valeur de

5,24 DA. La contrebande reste le principal canal d'introduction de ce genre de produits en Algérie et partout ailleurs au monde, a observé, pour sa part, un représentant de l'Institut international de recherche anti-contrefaçon de médicaments, qui recommande aux autorités compétentes algériennes de prévoir et d'anticiper sur le risque de vente de ces produits sur Internet. **M. B.**

A cause d'un pouvoir d'achat laminé

Les citoyens se rabattent sur l'achat par facilité

Electroménager, mobilier, matériel informatique, portables et autres, plusieurs produits de consommation sont de plus en plus proposés par facilité au citoyen modeste pour accéder à un minimum de confort. Commerçants privés ou entreprises étatiques, tous encouragent l'initiative. Un mode de paiement par tranches qui arrange les petites bourses. Un choix également fait par la plupart, car tous savent que le produit acquis leur sera cédé à une valeur plus élevée à long terme. Une solution lorsqu'on ne peut pas payer cash. On gagne du temps, au prix de quelque intérêt monnayé. Une situation que l'on voit aussi lorsque le pouvoir d'achat dégringole. Depuis quelque temps en Algérie, au vu de la crise que traverse le pays, reflétée par la dévaluation constante du dinar, il est clair que la majorité des citoyens recourt à cette formule. Pour ce faire, le gouvernement a même mis en place un crédit à la consommation en vue de booster le made in DZ. Un système de facilitation, de rabais spécialement conçu pour pallier la cherté des produits auxquels l'Algérien modeste ne peut

avoir accès. Une manière de lui permettre de s'offrir son petit confort au quotidien. En conséquence et par absence de choix, ce dernier se rabat sur les articles de facilité. Cependant, les ventes par facilité de paiement n'ont pas que des avantages. Parfois, à travers ce mode d'acquisition censé offrir tous les allègements possibles, des contraintes se dressent sur le chemin des citoyens. « Je suis allée acheter un climatiseur par facilité de paiement. Une fois que nous nous sommes entendus sur le prix et après avoir rempli le formulaire, j'ai été étonnée lorsque le commerçant m'a informée que je n'avais finalement le droit qu'avec un compte CCP. Comme j'ai un compte bancaire je n'ai pu continuer la procédure », a témoigné Lamia, une jeune dame rencontrée devant un grand magasin à Alger-Centre. Même chose pour Said, un enseignant qui voulait acheter un véhicule neuf par facilité. Il s'est retrouvé avec toute une paperasse supplémentaire car sa banque n'est pas celle avec laquelle est conventionnée la maison du véhicule souhaité. « Cela relève d'un non-sens de

réduire les conventions à une seule banque. J'ai rencontré plus de difficultés que de facilités. Des tracasseries administratives supplémentaires. Franchement, ce n'est pas aussi intéressant que je le croyais », a-t-il déploré. En plus des intérêts doublement payés à long terme, ces formules ne sont pas si intéressantes qu'on le croit. Pour cause, elles sont soumises parfois à des conditions qui limitent le choix des clients qui sont souvent déçus par la facilité de paiement. « Selon moi, je préfère attendre pour avoir la somme du produit que je veux acheter plutôt que de recourir à ce mode d'achat. Dans le cas d'un besoin urgent, d'une nécessité, je préfère emprunter cet argent. Au moins je n'aurais pas à rembourser avec des intérêts », a expliqué Nadia, une mère de famille croisée dans un centre commercial. En somme, l'achat par facilité semble être une fuite en avant. Un semblant de solution qui se paie au prix de l'illusion et désenchantement des citoyens. Lesquels, traqués par le poids de la crise, font tout pour gratter le moindre sou.

Yacine Djadel

Bilan de la police à Béjaïa 222 accidents durant le 1^{er} trimestre de l'année en cours

« PAS MOINS de 222 accidents de la route ont été enregistrés durant le 1^{er} semestre 2017 par la sûreté publique », selon le bilan qui nous a été transmis, hier, par la cellule de communication de la sûreté de wilaya. Ces accidents ont causé le décès de 3 personnes et fait 281 blessés. Selon la même source le nombre de décès est en « nette baisse par rapport à l'an dernier » où le bilan était lourd avec 11 morts. Aussi, il est fait référence au nombre d'accidents durant le mois de juillet 2016 qui ont été très importants avec 94 accidents, 113 blessés et 5 décès. Selon la même source, « les principales causes des accidents de la route sont dues au facteur humain », relevant notamment « le non-respect du code de la route, le manque de vigilance et de réflexe durant la conduite et l'excès de vitesse ». Dans le registre de la répression contre les contrevenants au code de la route, la police a souligné avoir contrôlé 75 012 véhicules et rédigé 11 191 contraventions. Elle a par ailleurs recensé, au cours des contrôles, 604 délits routiers de différents types dont 202 délits de coordination dont les principales causes étaient liées au défaut de certificat d'assurance, défaut de certificat de contrôle technique, surpoids, etc. Notre source relève que les contrôles de véhicules se sont soldés par la mise en fourrière de 177 véhicules en sus de 30 842 cas de retrait immédiat de permis de conduire. Durant la dernière semaine du mois de juillet, la police a contrôlé 277 motos et rédigé 132 contraventions pour défaut de port du casque. Il a été enregistré 13 délits de coordination pour défaut de police d'assurance et permis de conduire.

H. Cherfa

Contestation dans le Rif

Le Maroc risque une «instabilité sociopolitique»

■ Un ex-ministre du royaume chérifien met en garde contre une «instabilité sociopolitique» aux conséquences dommageables qui risque de s'installer. «La persistance de ce mouvement social en dit long sur les faiblesses structurelles dont souffre le Maroc et qui provoquent régulièrement des protestations dans différentes villes et localités du pays», soutient Saïd Saâdi, dans une tribune publiée hier par l'hebdomadaire Jeune Afrique.

Par Louiza A.R.

Depuis plus de huit mois, le Maroc vit au rythme du Hirak du Rif, le mouvement de contestation populaire et sociale enclenché à la suite du décès tragique de Mohcine Fikri, marchand de poissons broyé par un camion-benne en octobre 2016 à Al Hoceïma, en essayant de récupérer sa marchandise saisie par la police. Le décès, mardi dernier, du jeune manifestant Imad Atabi, succombant aux graves blessures dont il a été victime lors de la marche du 20 juillet dernier à Al-Hoceïma, risque de corser une situation déjà assez tendue dans le pays.

Les manifestations sont générées par le sentiment d'injustice sociale, d'humiliation et d'arbitraire éprouvé quotidiennement par les couches modestes de la population. Sentiment renforcé par la corruption et les situations de rente, le manque de perspectives pour les jeunes et les défaillances des services sociaux, estime l'ex-secrétaire d'Etat chargé de la Protection sociale, de la Famille et de l'Enfance. L'ancien cadre du Parti du progrès et du socialisme (PPS), dont il a démissionné en 2014, explique également que «la reprise des contestations populaires qu'illustre le Hirak du Rif révèle également une crise de l'intermédiation politique tradi-



tionnelle et trahit la forte concentration des pouvoirs autour du Palais». Il relève, à ce sujet, que «l'ancien Chef du gouvernement, Abdellah Benkirane, a confié dernièrement au quotidien Akhbar Al Yaoum ne pas avoir été associé à la conception du projet Al Hoceïma, phare de la Méditerranée (lancé en octobre 2015), dont la non-réalisation a attisé les tensions sociales dans le Rif». «D'où une forte défiance des citoyens à l'égard des institutions (Parlement, partis politiques, syndicats, organisations de la société civile) qu'illustre, par exemple, la participation de

seulement 25% des Marocains inscrits sur les listes électorales aux dernières législatives», affirme M. Saâdi, qui prévient que «sans changement de cap, le pays risque de s'installer dans une instabilité sociopolitique dont les conséquences seront dommageables pour l'avenir».

Il s'agit, selon lui, de changer de modèle de développement en faveur d'une alternative visant à édifier un Etat démocratique, développeur et social. A propos des inégalités sociales et spatiales au Maroc, l'ex-haut responsable indique que ces dernières révèlent l'incapacité des choix

économiques et sociaux des responsables à répondre aux attentes de la population. «Ainsi, sans remonter très loin dans le temps, les années 2000 ont vu prospérer une petite minorité proche du pouvoir politique, qui a engrangé les bénéfices de la libéralisation et de la privatisation de l'économie marocaine sans que cela se traduise par des gains de productivité, par la création d'emplois décents ou par un meilleur développement humain», détaille la même source. Il en a résulté une forte concentration des richesses et une polarisation sociale qui ont fortement contribué au déclenchement du mouvement du 20 février 2011. À partir de 2012, à la suite de la crise de la zone euro et de la dégradation des équilibres macroéconomiques, des mesures draconiennes d'austérité budgétaire (décompensation des produits pétroliers, compression de la masse salariale dans la Fonction publique, réforme partielle des retraites, baisse des investissements publics) ont impacté le niveau de vie et le moral de larges couches de la population.

«D'où une recrudescence des mouvements sociaux et des manifestations, dont 11 000 ont été recensés pour la seule année 2016, selon une récente déclaration du porte-parole du gouvernement», conclut M. Saâdi.

L.A.R./APS

Entamée depuis fin juillet

Messahel finit sa tournée au Moyen-Orient

Porteur d'un message du chef de l'Etat destiné aux souverains et chefs d'Etat de ces pays, Abdelkader Messahel, ministre des Affaires étrangères, a achevé sa tournée au Moyen-Orient. Une tournée qu'il a entamée le 30 juillet dernier et qui l'a emmené en Arabie saoudite, en Egypte, à Oman, au Bahreïn, au Qatar, au Koweït, en Jordanie et enfin en Irak. La situation dans le monde arabe, la lutte contre le terrorisme et l'extrémisme, ont été l'essentiel des dossiers abor-

dés. Hier, l'Irak a été la dernière escale du périple arabe du ministre des Affaires étrangères. Tout comme dans les précédents pays où il a été reçu, Abdelkader Messahel, outre l'examen des relations bilatérales et les voies et moyens devant renforcer la coopération, la situation qui prévaut dans le monde arabe en l'occurrence la crise du Golfe, la situation en Libye, en Syrie, au Yémen, en Irak ainsi que la question palestinienne et la lutte antiterroriste

notamment à travers l'expérience algérienne ont fortement occupé les discussions avec les dirigeants des pays respectivement visités. Pour cela, tous ont été d'avis sur «la nécessité de favoriser le règlement des crises qui affectent les pays arabes par la voie du dialogue et de la réconciliation nationale ainsi que les questions liées à la lutte contre le terrorisme et l'extrémisme violent». A ce titre, Abdelkader Messahel reçu par Fouad Massoum, président de la

République d'Irak, dernier pays porté sur la liste des pays à visiter, c'est sur «la situation dans la région et les principaux défis auxquels est confrontée la nation arabe, ainsi que sur la nécessité de tout mettre en œuvre pour y faire face» qu'ont porté les discussions, selon le communiqué du MAE. En outre, avec son homologue irakien Ibrahim Al-Jaafari les deux ministres sont convenus de la nécessité de favoriser l'émergence de solutions politiques basées sur le dialogue et la réconciliation nationale aux crises et conflits qui affectent la région, ce qui a permis à Messahel d'exposer l'expérience algérienne en la matière. Sur un autre plan et abordant la situation de la Ligue arabe, les deux ministres ont mis l'accent sur la nécessité d'une réforme de l'Organisation pan-arabe en vue de l'adapter aux mutations que connaissent la région et le monde et de la mettre en position de relever les défis auxquels est confrontée la nation arabe, a ajouté la même source. Avec le Premier ministre irakien Haidar Al-Abadi, il a été question de «l'unité des rangs et la mobilisation de efforts» pour

LA QUESTION DU JOUR

Dissuasion asymétrique

Suite de la page une

Il ne manquait au chef de la diplomatie américaine que de suggérer une possible reconnaissance de la Corée du Nord comme puissance nucléaire pour enlever à celle-ci tout motif de recourir à l'escalade. Implicitement, en tout cas, les Etats-Unis par sa bouche semblaient admettre que soit fait place un jour à la Corée du Nord dans le club fermé des pays détenteurs de l'armement nucléaire. Ce qui le cas échéant vaudrait garantie qu'elle ne serait jamais attaquée ni par les Etats-Unis, ni par qui ce soit d'autre. Les motivations de la Corée du Nord chaque fois qu'elle brave les pays dotés de l'arme nucléaire sont toujours les mêmes, et elles visent le même objectif : sanctuariser une bonne fois pour toutes son territoire, le protéger contre toute attaque extérieure. Ses menaces ne sont pas à prendre à la lettre, mais comme un appel implicite au dialogue, à la bonne entente entre pays capables de s'entredétruire s'ils devaient se faire la guerre. Les essais nucléaires et balistiques de la Corée du Nord sont effectués dans un but de dissuasion, non en vue d'une agression éventuelle. C'est la dissuasion asymétrique en quelque sorte, celle qui s'exerce du plus faible au plus fort, ou si l'on préfère, du nouveau pays nucléaire au plus ancien. Elle n'en reste pas moins de la dissuasion. Un peu de respect de la part des plus grandes puissances militaires, et en premier lieu de la part des Etats-Unis, aurait suffi probablement à désamorcer la crise. Il se trouve qu'il y a encore peu, c'était justement ce qui était en train de se produire. Et puis le Conseil de sécurité s'en est mêlé en adoptant à l'unanimité de nouvelles sanctions économiques contre la Corée du Nord, sanctions qui d'un coup la privent d'une part substantielle de ses revenus extérieurs. Pour un pays qui déjà ne doit qu'à ses échanges avec la Chine de ne pas sombrer, ce nouveau coup a pu réduire à néant les espoirs d'un règlement pacifique de la crise, reporter aux calendes grecques la normalisation de ses relations avec son voisinage.

M. H.

Gouvernement/Syndicats/Dialogue

Le Snapap «salue» l'appel du Premier ministre au dialogue national

DANS un point de presse tenu à Alger, Belkacem Felfoul, secrétaire général du syndicat, a salué «l'appel du Premier ministre au dialogue national», affirmant que le secrétariat national a examiné, lors de sa dernière réunion, les moyens d'une participation effective au dialogue. Le secrétariat national a décidé de «créer trois commissions nationales chargées d'étudier les dossiers relatifs au code du travail, à la loi sur la retraite et à la loi sur la santé. Des rapports seront soumis au Premier ministre», a-t-il précisé. Evoquant les revendications du syndicat concernant ces dossiers, Felfoul a souligné «la nécessité de revoir le nouveau code du travail, concernant notamment les restrictions apportées à l'action syndicale, le droit de grève et les œuvres sociales dont nous exigeons le maintien au niveau de la base». Concernant la loi sur la retraite, le Snapap demande «le maintien de la retraite sans condition d'âge en comptabilisant 32 ans d'expérience». S'agissant de la loi sur la santé, le syndicat demande qu'elle soit revue par «des spécialistes et des experts, et enrichie à travers un débat national avant de la soumettre au Parlement». Sur la question du pouvoir d'achat du citoyen, il a souligné la nécessité de «l'option de l'aide ciblée, une responsabilité qui incombe aux communes habilitées à établir la liste des démunis». Enfin, il a appelé le ministre des Finances à «ouvrir un dialogue sérieux» avec la Fédération des personnels du secteur des finances affiliée au Snapap pour trouver des solutions aux problèmes exposés, objet des actions de protestation récemment organisées.

R. N.

faire face aux «défis et aux menaces auxquels est confrontée la nation arabe». De ce fait, Abdelkader Messahel a fortement exposé l'expérience de l'Algérie en matière de lutte contre le terrorisme et l'extrémisme violent, ainsi que dans le domaine de la réconciliation nationale. Aussi, a-t-il fait part de «la disponibilité de l'Algérie à partager cette expérience avec le peuple frère irakien en vue de contribuer aux efforts tendant à permettre le retour de la stabilité et de la sécurité en Irak et dans la région», a indiqué la même source.

Lynda Naili

Pour l'inexploitation de l'abattoir des viandes rouges de Hassi Bahbah (Djelfa)

Coup de gueule de Abdelkader Bouazghi

■ Le ministre de l'Agriculture, du Développement rural et de la Pêche, Abdelkader Bouazghi, a exprimé, avant-hier à Djelfa, son mécontentement à l'égard de la «non ouverture et la non exploitation» de l'abattoir régional des viandes rouges de Hassi Bahbah (50 km au nord du chef-lieu de wilaya) comme prévu.

Par Farida R.

Lors d'une visite d'inspection à cette structure, le ministre a exprimé son mécontentement face à «la non exploitation comme il se doit» de ce complexe, appelant les promoteurs du projet, l'Algérienne des viandes rouges (Alviar), à «assumer ses responsabilités et trouver des solutions à cet acquis économique d'importance, auquel l'Etat a consacré des milliards en vue de le rendre réellement opérationnel, car c'est véritablement un projet bénéfique et pour la filière et pour toute la région», a-t-il assuré.

Après s'être interrogé sur le nombre de postes de travail susceptibles d'être générés par ce projet, estimé par les responsables à 115, M. Bouazghi a tenu à relever que son «mécontentement ne concerne pas seulement l'abattoir de Hassi Bahbah, mais également les deux autres complexes similaires dans l'est et l'ouest du pays», sommant ses responsables de trouver des solutions pour le rendre opérationnel. Le ministre a entamé sa visite de travail dans la wilaya de Djelfa par l'inspection du complexe intégré des viandes blanches d'Ain Ouessara (100 km au nord de Djelfa), un investissement privé exploitant des techniques de pointe permettant une capacité d'abattage de près de 2 000 dindes et de 6 000 poulets/heure.

Ce complexe, unique en son genre à l'échelle nationale, est également doté d'une chaîne de traitement de tous les résidus de sa production qui sont transformés en engrais organiques, en



plus de l'emballage des viandes blanches suivant des normes de qualité supérieure.

Dans la commune de Benhar (120 km au nord de la wilaya), M. Bouazghi a inspecté une exploitation agricole privée spécialisée en aviculture. Selon les données fournies sur place par son propriétaire, Tikfa Nadjib, l'exploitation produit près de 1,8 million de poussins/an.

Cet investisseur a plaidé, en outre, pour l'impérative exploitation du produit local et de la réduction, voire même l'abandon progressif de l'importation en la matière, qui dépasse, selon lui, la moyenne de production nationale assurée actuellement par

les seules wilayas de Djelfa et de Tlemcen. Le ministre s'est également rendu à l'exploitation agricole des frères Aïssou, dans la même localité, où des explications lui ont été fournies sur un projet, en trois phases, dédié à la filière lait, programmé à la réalisation dans un délai de 18 mois. Selon ses promoteurs, ce projet devrait assurer, dans sa première phase, la culture de fourrages sur une surface de 20 000 ha dans la commune de Kettara, à l'extrême sud de Djelfa.

La 2^e phase du projet prévoit l'élevage progressif de 15 000 vaches laitières dans la commune de Guernini, assurant la production de près de 135 millions

de litres de lait/an. Alors que la 3^e phase, prévue à Ain Ouessara, abritera une unité de production de poudre de lait, en exploitant le lait frais sus cité qui sera transformé, selon les données fournies par les responsables du projet en question, en un volume global de 16 200 tonnes de poudre de lait dont la contribution est fortement attendue dans la réduction de la facture d'importation de cette matière.

Après avoir loué les efforts de ces investisseurs, le ministre a souligné que la wilaya de Djelfa est dotée d'importantes ressources susceptibles de lui assurer une diversité économique au titre de la stratégie de

l'Etat visant à trouver des alternatives aux hydrocarbures, notamment, a-t-il ajouté, par la valorisation des ressources de ce secteur qui peut garantir la sécurité alimentaire du pays.

Interrogé sur les préparatifs et les mesures mises en place en perspective de l'Aïd El Adha (vente de moutons), le ministre a signalé la tenue programmée hier d'une réunion à ce sujet qui verra, a-t-il dit, la prise de toutes les mesures nécessaires, notamment concernant les points de vente prévus dans les grandes villes, le contrôle sanitaire des bêtes et les missions dévolues en la matière aux inspections vétérinaires. **F. R.**

Céréales

La production nationale sera «meilleure que celle de l'année précédente»

La production nationale de céréales sera cette année «meilleure» que celle réalisée l'année dernière, a affirmé, hier à Constantine, le directeur de la régulation et du développement de la production agricole auprès du ministère de l'Agriculture, du Développement rural et de la Pêche, Chérif Omari. «Le stress

ressenti dans des wilayas de l'est du pays en matière de production céréalière, a été apaisé par la forte productivité enregistrée dans les régions du centre et de l'ouest du pays», a déclaré à l'APS le même responsable, faisant part d'un volume de production devant dépasser les 35 millions quintaux de céréales, toutes variétés

confondues, au titre de l'actuelle campagne moisson-battage qui devra prendre fin dans quelques jours. Le même responsable, rappelant que la région Est du pays s'est distinguée, au cours de la précédente saison agricole par une production céréalière «significative» a souligné que les conditions climatiques, notamment la

faible pluviométrie dans plusieurs wilayas de l'est ont énormément affecté la production céréalière cette année. Saluant les efforts déployés par les producteurs et les agriculteurs dans l'amélioration de la production agricole, le directeur de la régulation et du développement de la production agricole, a mis l'accent sur l'im-

portance de l'encadrement technique assuré par l'Etat dans ce domaine. Il a, dans ce sens, rappelé les moyens mobilisés pour la mise en valeur des terres en jachère, le renforcement des systèmes d'irrigation et l'approvisionnement en divers substances et équipements indispensables à l'activité agricole. **Naziha L.**

Gaïd Salah en visite dans la 2^e RM

D'importantes unités et infrastructures de l'ANP inaugurées

Le général de corps d'armée Ahmed Gaïd Salah, vice-ministre de la Défense nationale, chef d'état-major de l'Armée nationale populaire (ANP), a inauguré, au troisième jour de sa visite à la 2^e Région militaire à Oran, d'importantes unités et infrastructures, indique, hier, un communiqué du ministère de la Défense nationale (MDN).

L'inauguration de ces unités et infrastructures s'inscrit dans le cadre de «la stratégie de renforcement du corps de bataille de l'Armée nationale populaire»,

précise-t-on de même source. Au niveau de l'Entreprise de construction et de réparation navale à Mers El-Kebir, le général de corps d'armée a supervisé l'inauguration de la corvette Rais Hassen Barbari, qui a été construite au niveau de cette entreprise leader dans ce domaine. Gaïd Salah a inspecté les différentes composantes de la corvette et a reçu d'amples explications sur ce navire, en compagnie du général-major Saïd Bey, commandant de la 2^e Région militaire et du général-major Mohamed Larbi Haouli, comman-

dant des Forces navales. Au niveau de l'Ecole supérieure de l'air, le général de corps d'armée a d'abord suivi un exposé global, présenté par le commandant de l'Ecole, avant d'inaugurer une nouvelle plateforme pour le décollage et l'atterrissage des aéronefs. Il a procédé, ensuite, à l'inauguration de la Compagnie d'approvisionnement en produits pétroliers, «dont la réalisation, en tant qu'unité de soutien, entre dans le cadre du plan de développement de la chaîne logistique de l'Armée nationale populaire, et qui se

caractérise aussi par la souplesse d'utilisation qui lui permet d'assurer les missions de transport, de distribution et de stockage du carburant, ainsi que l'analyse et le contrôle de qualité».

Le général de corps d'armée a poursuivi sa visite par la supervision de l'exécution d'un exercice naval de tir au niveau de la Façade maritime ouest et tiendra une réunion d'orientation avec les cadres et les personnels de la Façade, ajoute le communiqué.

Cérine N./APS

Pétrole

Les cours continuent de reculer en Asie

■ Les cours du pétrole continuaient de reculer hier en Asie, les investisseurs doutant des capacités de l'Organisation des pays exportateurs de pétrole (Opep) à respecter les quotas de production. Vers 05h00 GMT, le baril de light sweet crude (WTI), référence américaine du brut, pour livraison en septembre, perdait 14 cents à 49,03 dollars dans les échanges électroniques en Asie.

Par Salem K.

Le baril de Brent, référence européenne, pour livraison en octobre, cédait 20 cents à 51,94 dollars. Plusieurs pays pétroliers, membres ou non de l'Opep, ont achevé mardi une réunion technique à Abu Dhabi au cours de laquelle ils ont promis de respecter des réductions de leur production pour stimuler une remontée des prix, selon un communiqué du cartel pétrolier. L'Opep et d'autres pays partenaires ont décidé, fin 2016, de

réduire leurs extractions jusqu'en mars 2018 pour limiter l'offre sur le marché mondial et tenter de redresser les cours. «La question du respect par les pays Opep et non Opep de la réduction de leur production reste sujette à caution», a noté Sukrit Vijayakar, analyste chez Trifecta Consultants. «Les prix plus forts encouragent la production de pétrole de schiste américain alors du point de vue des fondamentaux, il n'y a guère de motifs d'optimisme». «Les estimations de la (fédération privée) API sur une baisse significative



des stocks hebdomadaires de brut américain n'ont pas encouragé de nouveaux achats», a-t-il

également relevé. «Les marchés tiennent compte du fait qu'on approche de la fin de la saison

propice aux déplacements automobiles aux Etats-Unis». Le ministère américain de l'Energie doit publier les chiffres officiels sur l'état des stocks américains dans la journée. Mardi à la clôture, le WTI a lâché 22 cents et clôturé à 49,17 dollars sur le New York Mercantile Exchange (Nymex). Sur l'Intercontinental Exchange (ICE) de Londres, le Brent a terminé à 52,14 dollars, en baisse de 23 cents. Réunis à Abu Dhabi, les membres du cartel de l'Opep ont indiqué attendre un meilleur respect de l'accord de baisse de la production de pétrole, soulignent hier matin des analystes parisiens. Saudi Aramco, la compagnie nationale saoudienne, devrait pour sa part réduire ses exportations de 520 000 barils/jour dès septembre. Même si la forte hausse de la production de la Libye et le Nigeria continue d'inquiéter les investisseurs, ajoutent-ils, et que ni la Libye, ni le Nigeria ne sont astreints au respect des quotas. Et que la production de ces derniers augmente. L'Opep a prévu qu'une nouvelle réunion d'un comité technique se tiendra le 21 août, à Vienne.

S. K./Agences

Changes

L'euro recule face au dollar

L'euro régressait légèrement hier face à un dollar revigoré par la parution de nouveaux chiffres encourageants sur le marché du travail américain, en parallèle à un regain de tensions géopolitiques qui poussait les cambistes vers les monnaies refuge. En fin de matinée, l'euro valait 1,1734 dollar contre 1,1754 dollar mardi soir. La monnaie européenne baissait face à la devise nipponne, à 128,75 yens pour un euro – tombant même en matinée à 128,61 yens, son niveau le plus faible en trois semaines – contre 129,70 yens la veille. Le dollar aussi perdait du terrain face à la devise japonaise, à 109,73 yens pour un dollar – tombant même en matinée à 109,66 yens, son niveau le plus bas en deux mois – contre 110,35 yens mardi soir. «Les monnaies refuge traditionnelles que sont le yen et le franc suisse se sont renforcées pendant les échanges asiatiques, portées par de nouvelles preuves de la montée des tensions entre la Corée du Nord et les Etats-Unis», a observé un analyste. Donald Trump a promis le «feu et la colère» à la Corée du Nord si elle continue de proférer des menaces contre les Etats-Unis, des propos accueillis par une surenchère de Pyongyang

qui a dit envisager de tirer des missiles près du territoire américain de Guam. Les propos du président américain signent une nette escalade dans la rhétorique de Washington face aux programmes balistique et nucléaire nord-coréens, qui ont valu à Pyongyang une septième volée de sanctions de l'ONU le week-end dernier. «Les menaces nord-coréennes semblent avoir tiré les investisseurs de leur torpeur estivale», a observé un autre analyste. Le dollar, également considéré par les cambistes comme l'une des devises les plus sûres sur le marché, tirait également un peu parti de la montée des tensions géopolitiques, renforçant un peu les gains engrangés après la publication vendredi puis mardi de données encourageantes sur le marché du travail aux Etats-Unis. Le rapport sur les emplois vacants publié mardi n'a habituellement pas d'impact sur le marché mais comme les marchés sont, dans l'ensemble, ternes en cette période estivale, «toute nouvelle, qu'elle soit positive ou négative, a un impact disproportionné», ont relevé des analystes. Les cambistes attendaient maintenant la publication des données sur l'inflation aux Etats-Unis en juillet en quête

d'indices sur la trajectoire possible des taux d'intérêt américains. L'inflation et la santé du marché du travail sont les deux principaux éléments décortiqués par la Réserve fédérale américaine (Fed) pour décider de sa politique monétaire. Et si le marché du travail a montré ces derniers mois des signes de bonne santé, la hausse des prix à la consommation ne parvient pas à décoller, alimentant la prudence des cambistes vis-à-vis de l'optimisme de la Fed qui prévoit toujours de relever une nouvelle fois ses taux d'ici la fin de l'année. En matinée, la monnaie britannique montait face à la monnaie unique, à 90,23 pence pour un euro, après avoir atteint la veille 90,87 pence, son niveau le plus faible depuis fin mai. La livre sterling se reprénaît également un peu face au dollar, à 1,3005 dollar pour une livre. La monnaie suisse se renforçait face à l'euro, à 1,1313 franc pour un euro, comme face au dollar, à 0,9640 franc pour un dollar. La devise chinoise s'appréciait fortement face au billet vert, à 6,6782 yuans pour un dollar contre 6,7061 yuans mardi à après-midi quand elle avait atteint son niveau le plus fort en fin d'échanges depuis fin septembre 2016.

Safia T./APS

Blé

Le prix en léger recul

Les prix du blé étaient légèrement en repli hier à la mi-journée, dans un marché très attentiste, à la veille d'un rapport mensuel du ministère américain de l'Agriculture (USDA) sur les prévisions mondiales de cultures. A la mi-journée, la tonne de blé reculait de 50 centimes d'euro sur

l'échéance de septembre à 161,25 euros et de 25 centimes d'euro sur l'échéance de décembre à 167,25 euros, dans un volume d'échanges de 5 300 lots environ. Les dernières nouvelles concernant les récoltes, notamment françaises, sont plutôt baissières, alors que l'organisme

FranceAgriMer a confirmé un net rebond de la production, notamment de blé tendre, après une année 2016 catastrophique. Comme attendu, la récolte tutoie les 37 Mt (36,8 précisément, +33%), un chiffre conforme à la moyenne des cinq dernières années, avec une excellente

teneur en protéines, qui peut permettre aux opérateurs français de reconquérir les marchés perdus à l'export lors de la campagne écoulée, même s'il faudra probablement compter avec une récolte russe encore très abondante cette année. Comme le blé, la tonne de maïs reculait aussi très légè-

ment, dans le sillage de la tendance observée mardi soir à la Bourse de Chicago où ces deux céréales se sont repliées. Elle refluit de 25 centimes sur novembre à 165,75 euros et de 50 centimes sur janvier à 169,25 euros, dans un volume d'échanges de plus de 260 lots.

N. D.

Grèce

Les prix à la consommation ont augmenté sur un an en juillet

L'indice des prix à la consommation en Grèce a augmenté de 1% sur un an en juillet, contre une baisse de 1% en juillet 2016, a annoncé hier l'Autorité grecque des statistiques (Elstat). La hausse des prix avait été la même en juin sur un an. Depuis janvier dernier, l'inflation est repartie en

Grèce après plus de trois ans et demi de déflation due à la crise de la dette et à la récession. Sur un mois, les prix ont baissé de 1,7% en juillet, à rapporter à une baisse de 1,6% un an avant. L'indice harmonisé, utilisé pour les comparaisons entre membres de l'Union européenne, a gagné

0,9% sur un an, mais reculé de 1,2% par rapport au mois de juin. Sur un an, les hausses les plus fortes ont été enregistrées dans le secteur des transports (+7,3%) et sur les alcools et le tabac (+7,1%). Les baisses les plus fortes sur un an ont touché les secteurs de la santé (-3,3%) et des pro-

duits ménagers et services (-3,2%). En moyenne, l'indice des prix sur douze mois a progressé de 0,5% contre une baisse de 1% pour la même période il y a un an. La Commission européenne prévoit un taux d'inflation de 1,3% en 2017 pour la Grèce, contre zéro pour 2016.

R. E.

Programme AADL-2 à Sétif

Taux d'avancement appréciable des différents chantiers

■ Les chantiers de réalisation de logements de type location-vente du programme de l'Agence nationale d'amélioration et de développement du logement, AADL-2, dans la wilaya de Sétif, enregistrent un taux d'avancement «appréciable», a affirmé le directeur des projets auprès de l'AADL.



Par Lydia O.

Le taux d'avancement des travaux de construction de la première tranche de ce programme, totalisant 6 800 unités réparties sur les deux sites

de Bir N'sa, à l'entrée Est de la wilaya de Sétif (1 500+1 500 segments), à Tinar (1 000+800) unités, ainsi qu'à la ville d'El Eulma (2 000 logements) «dépassé actuellement les 60%», a précisé à l'APS Mohamed-Récha Béchiri. Il a, à ce propos,

précisé que le premier lot du chantier de la ville d'El Eulma qui totalise 1 030 logements a atteint 95% de taux d'avancement des travaux et qu'il ne restait que les travaux de raccordement aux réseaux de gaz, d'eau potable et d'assainissement. Pour le

deuxième lot du chantier AADL-2 d'El Eulma englobant 970 segments, le projet est à 70% de taux d'avancement, a-t-il ajouté. M. Béchiri a également souligné que les projets ADDL-2 des deux sites de Bir N'sa affichent un taux d'avancement de 60 et 50%, alors qu'au site de Tinar, le chantier de réalisation de 1 000 logements a atteint 50% de taux d'avancement des travaux et celui de 800 unités affiche 20%. La deuxième tranche du programme AADL-2, dans la wilaya de Sétif, a été lancée récemment par le directeur général de l'AADL,

Mohamed-Tarek Belaribi, qui avait donné le coup d'envoi du projet de construction de 8 000 unités et instruit les entreprises réalisatrices du mégaprojet ainsi que les cadres AADL chargés du suivi des travaux, à respecter les délais impartis et de livrer les projets dans 28 mois, délai de réalisation de cette deuxième tranche, a-t-on rappelé. Avec cette deuxième tranche, le programme AADL-2 de la capitale des Hauts-Plateaux totalisera 14 600 unités de type location-vente, a-t-on rappelé, soulignant que cette tranche est répartie sur le site de Tinar, au chef-lieu de wilaya, avec 2 900 unités scin-

dées en quatre lots (800+400+1 700+2 000) logements, suivi d'El Eulma (1 500 logements), d'Ain Azal (500 unités), de Salah Bey (600 unités) et de Bir El Arch (500 habitations). L'AADL de Sétif procédera en «septembre prochain» à la convocation des souscripteurs pour le retrait de l'ordre de versement de la deuxième tranche, a-t-on noté, indiquant que l'opération de distribution de 1 500 logements AADL sera entamée «avant la fin de l'année en cours». L'opération d'attribution se poursuivra jusqu'au premier semestre de l'année 2018 qui sera «une année de distribution des logements AADL-2 par excellence à Sétif», ont affirmé les responsables chargés de ce programme. L. O./APS

Radio locale de Khenchela Mise en place du fil rouge pour signaler les incendies des forêts

LA RADIO locale de Khenchela a mis en place, à l'instar des autres radios locales à travers le pays, le fil rouge spécial incendies de forêt ouvert H24 aux auditeurs pour signaler tout départ de feu dans la région, ont indiqué des responsables de cet établissement d'information. Le fil rouge (032.72.75.69), mis en place conformément aux instructions du ministère de la Communication et opérationnel depuis samedi dernier, reçoit les appels des citoyens s'agissant des incendies, notamment avec la vague de chaleur exceptionnelle qu'a connue la région, a précisé la même source. Soulignant que jusqu'à aucun appel d'alerte n'a été reçu, la même source a indiqué que le fil rouge permettra de signaler le déclenchement d'un feu en temps réel et contribuera à circonscrire les dégâts en cas de sinistres.

Depuis juin dernier, trente sept incendies ayant causé la destruction de 140 hectares de forêt, de maquis et de broussailles ont été enregistrés dans la wilaya de Khenchela, a indiqué, de son côté, l'inspecteur à la Conservation des forêts, Abdallah Nesighaoui, signalant que 70 hectares de la forêt d'Ouled Yaâgoub, dans la commune de Tamza, sont partis en fumée. Le même responsable a indiqué qu'actuellement des éléments de la Conservation des forêts, appuyés par les éléments de la Protection civile, se déploient pour éteindre un incendie qui s'est déclaré dans la zone de Bouberou, dans la forêt d'Ouled Yaâgoub. R. R.

Ouargla

Départ du premier groupe de pèlerins du sud-est vers les Lieux saints

Le premier groupe de pèlerins des wilayas du sud-est du pays s'est envolé mardi en fin d'après-midi depuis l'aéroport de «Ain El-Beida» (Ouargla) à destination des Lieux saints de l'Islam en Arabie saoudite, a-t-on constaté. Composé de 282 pèlerins issus des wilayas de Ouargla et de Ghardaïa, ce premier groupe a été embarqué à bord d'un appareil de la compagnie nationale «Air Algérie», accompagné des encadreurs chargés de la prise en charge et de l'orientation des hadjis pour accomplir le cinquième pilier de l'Islam tout au long de la période du pèlerinage. La cérémonie de départ de ce premier groupe de hadjis s'est déroulée en présence des autorités de la wilaya. Des facilitations ont été mises en place par les services de la police aux frontières (PAF) de Ouargla au profit des futurs hadjis issus des wilayas

de Ouargla, Ghardaïa, Tamanrasset, Illizi et El Oued, pour l'accomplissement des procédures et formalités administratives nécessaires, en aller et retour, ont indiqué des responsables de la Sûreté de wilaya. D'autres institutions (Douanes algériennes, Protection civile et Croissant-Rouge algérien) sont mobilisées pour assurer le déroulement de cette opération dans de bonnes conditions. Dix vols sont programmés par la compagnie nationale «Air Algérie» depuis l'aéroport de Ain El-Beida de Ouargla pour le transport des hadjis (saison 2017), des wilayas du sud-est du pays vers les Lieux saints de l'Islam pour l'accomplissement du rituel du Hadj, selon les services de cette entreprise. Les vols de départ des pèlerins seront effectués durant la période allant du 8 au 25 du mois courant pour transporter quelque 2 940 pèle-

rins issus de cinq wilayas du sud-est (Ouargla, Ghardaïa, Tamanrasset, Illizi et El Oued), avec une moyenne de 290 passagers par vol, alors que les vols du retour sont prévus, dans les mêmes conditions d'organisation, au départ des Lieux saints de l'Islam vers l'aéroport de Ouargla sur la période allant du 8 au 21 septembre prochain, a-t-on ajouté. Ils seront assurés directement vers Médine sur six appareils Airbus de nouvelle génération de «Air-Algérie» et quatre appareils de «Saudi-Airlines», tandis que tous les retours se feront depuis l'aéroport de Djeddah. Deux agences de voyages privées relevant de la wilaya d'El-Oued ont été agréées pour la prise en charge des pèlerins (saison 2017).

Hatem D./Agences

El Oued /Prévention contre les parasites

Plus de 1,2 million de palmiers ciblés en 2017

Plus de 1,2 million de palmiers dattiers productifs des palmeraies de la wilaya d'El Oued ont bénéficié, à titre préventif durant l'année en cours, d'un traitement phytosanitaire contre les parasites du Boufaroua et du myelois, a-t-on appris des responsables de la Direction des services agricoles (DSA). Cette opération s'inscrit dans le cadre d'un programme préventif, initiée par le ministère de l'Agriculture, du

Développement rural et de la Pêche, visant à protéger le palmier dattier des maladies et parasites nuisibles et préserver cette richesse phœnicicole des régions du sud du pays, a indiqué le responsable par intérim du secteur de l'agriculture, Abdelali Faleh. La première phase de cette action préventive a permis le traitement de quelque 601 000 palmiers dattiers contre le Boufaroua, alors qu'un nombre similaire de pal-

miers sera également ciblé contre le myelois au titre de la deuxième phase devant être lancée avant la fin de cette semaine, a-t-il ajouté. Les interventions de traitement contre ces parasites destructeurs des palmiers dattiers ont été menées par les services de l'Institut national de protection des végétaux (Inpv) et 12 entreprises sous-traitantes sélectionnées suite à un appel d'offres, a indiqué M. Faleh, ajoutant que des agriculteurs ont traités,

pour leur part, quelque 111 000 palmiers productifs. Cette opération préventive est supervisée par l'Institut national de protection des végétaux, en collaboration avec la direction des services agricoles de la wilaya d'El Oued. Des moyens logistiques et des camions dotés de techniques modernes destinés à ce genre de traitement de parasites ont été mobilisés par l'Inpv.

A. K./APS

Maroc/Hirak du Rif

Mort d'un manifestant des suites de ses blessures

■ Un jeune manifestant du mouvement de contestation qui secoue la région du Rif marocain, Imad Atabi, a succombé à ses blessures graves causées suite à des heurts avec la police lors d'une manifestation à al Hoceima, ont rapporté les médias.

Par Amel D.

Gravement blessé à la tête suite à des affrontements avec les forces de l'ordre, lors d'une manifestation à Al Hoceima (Nord du Maroc) le 20 juillet dernier, «il est décédé mardi à l'hôpital militaire de Rabat, des suites de ses blessures», a déclaré l'avocat de sa famille, Abdessadek El Bouchtaoui, cité par les médias. Il s'agit du premier manifestant mort suite à des heurts avec les forces de l'ordre depuis que la contestation a éclaté en octobre dernier dans la région du Rif. Imad Atabi était dans le coma depuis sa blessure à la tête le 20 juillet, lors d'affrontements dans la ville d'Al-Hoceima, au cours d'une marche interdite et réprimée par les autorités. La nature de la blessure à la tête d'Imad Atabi n'a jamais été précisée de source officielle, mais les membres du mouvement de contestation dans le Rif ont affirmé qu'il avait été touché par une grenade lacrymogène tirée par les forces de l'ordre. «Il est décédé mardi à l'hôpital», a confirmé le procureur d'Al-Hoceima, affirmant que les investigations étaient toujours en cours. L'Association marocaine des droits de l'Homme a accusé le

ministère de l'Intérieur d'être «responsable» de ce décès, selon les médias. La famille du défunt n'a toujours pas reçu son dossier médical, le président de l'équipe des chirurgiens qui ont opéré Imad refusant de remettre son dossier médical «sans autorisation» des autorités judiciaires près la cour d'appel d'Al Hoceima, selon les agences de presse. Al-Hoceima et les localités voisines, situées dans la région historiquement frondeuse du Rif, sont depuis octobre dernier le théâtre d'un large mouvement de contestation, dont les principaux leaders ont été arrêtés fin mai. Les sympathisants du «Hirak», nom donné localement à ce mouvement qui dénonce la «marginalisation» de la région, avaient appelé à une grande marche le 20 juillet pour réclamer la libération de leurs compagnons arrêtés, malgré l'interdiction des autorités. Les forces de l'ordre étaient intervenues dès le début des rassemblements. Des échanges de jets de pierre entre policiers et manifestants avaient eu lieu et la police avait aussi tiré des grenades lacrymogènes. Les heurts avaient fait plusieurs dizaines de blessés. Les événements qui secouent la région du Rif dans le nord du Maroc remontent au mois d'octobre



Ph : DR

lorsque des milliers de personnes assistaient dans la ville d'Al-Hoceima aux funérailles d'un marchand de poisson, mort broyé par une benne à ordures et dont la mort tragique a provoqué la colère des habitants qui ont demandé de trouver le/les coupables. Les revendications

des manifestants ont aussi trait à l'amélioration des conditions socio-économiques et au développement de la région. De son côté, l'Association marocaine des droits de l'Homme a pour sa part accusé le ministère de l'Intérieur d'être «responsable» de ce décès. Lors de la grande

marche, qui s'était tenue malgré l'interdiction des autorités, des échanges de jets de pierre entre policiers et manifestants avaient eu lieu. La police avait également lancé des grenades lacrymogènes. Des heurts à l'origine de plusieurs dizaines de blessés des deux côtés. A. D./APS

Tunisie

Une «cellule terroriste» démantelée à la cité Ettadhamen

UNE «CELLULE terroriste takfiriste» composée de trois individus a été démantelée par l'unité de recherches et d'investigations de la Garde nationale de la cité Ettadhamen (Ariana) en Tunisie, a rapporté l'agence de presse tunisienne TAP, citant un communiqué du ministère de l'Intérieur. «Au cours de l'interrogatoire, deux d'entre eux ont avoué leur appartenance à la pensée Takfiriste et leur lien avec un élément terroriste dangereux qui se trouve dans l'organisation terroriste Daech», a souligné la même source. «Leurs comptes Facebook contenaient des messages, des photos et des séquences vidéo glorifiant les membres des organisations terroristes», a-t-on précisé. Après coordination avec le ministère public, les deux suspects ont été placés en garde à vue pour «suspicion d'appartenir à une organisation terroriste et le lancement d'un avis de recherche contre le troisième», a conclu le communiqué du ministère de l'Intérieur. R. M.

Référendum en Mauritanie

Le chef de l'ONU appelle à résoudre les désaccords de manière pacifique

Suite à la publication des résultats du référendum portant sur les modifications de la Constitution de la Mauritanie, le secrétaire général de l'ONU, Antonio Guterres, a appelé tous les Mauritaniens à «travailler ensemble pour approfondir l'Etat de droit et promouvoir la cohésion sociale et l'unité nationale». Le référendum qui prévoit un changement du drapeau du pays et la suppression du Sénat a été organisé samedi dans l'ensemble du pays. Il a été approuvé à 85% des voix avec un taux de participation de près de 54%, selon les informations communiquées dimanche par la Commission électorale nationale indépendante (Ceni) et rapportées par les médias. Selon les informations publiées dans la presse, plusieurs

sénateurs refusent de prendre en compte les résultats du référendum et comptent continuer à exercer leurs mandats parlementaires. «Le secrétaire général encourage toutes les parties prenantes à veiller à ce que les désaccords soient traités pacifiquement dans les limites de la loi et le respect des droits à la liberté de réunion et d'expression», a dit son porte-parole, Stéphane Dujarric, dans une déclaration publiée mardi. Avant la tenue du référendum, plusieurs manifestations pacifiques quotidiennes appelant au boycott du vote avaient été dirigées par des hommes politiques de l'opposition. 1,4 million de Mauritaniens étaient appelés à se prononcer notamment sur le remplacement du Sénat par des Conseils régionaux élus et

une modification du drapeau national, auquel seraient ajoutées deux bandes rouges pour «valoriser le sacrifice des martyrs» de la résistance à la colonisation française qui s'est achevée en 1960. L'opposition radicale, réunie dans une coalition de huit partis et organisations, avait appelé au boycott du scrutin. Cet appel avait obtenu le soutien d'un grand nombre de personnalités politiques, aussi diverses que des conservateurs religieux et des militants contre l'esclavage. Pour le professeur Lo Gourmo, constitutionnaliste et vice-président de l'UFP, l'Union des forces de progrès, un des partis de l'opposition, ce résultat du référendum a été manipulé.

O. T./Agences

Sahara occidental/ Détenus politiques de Gdeim Izik

La maire de Pontassieve dénonce des peines injustes

La maire de Pontassieve (Italie), M^{me} Monica Mobini, a dénoncé les peines injustes prononcées à l'encontre des prisonniers politiques du groupe de «Gdeim Izik». La commune de Pontassieve, liée par un accord de jumelage avec la province de Tifariti en République sahraouie, a réservé un accueil chaleureux aux enfants sahraouis venus passer des vacances dans cette ville, précise SPA. M^{me} Mobini qui a présidé cette cérémonie en présence des membres du Conseil municipal et des médias

locaux, a souhaité la bienvenue aux enfants sahraouis, affirmant que cette action de solidarité exprimait «notre soutien permanent à la cause sahraouie et à la lutte du peuple sahraoui pour sa liberté et son indépendance». Les membres du Conseil municipal ont aussi exprimé leur soutien à la cause sahraouie, appelant le gouvernement italien à œuvrer à l'application de la législation internationale pour permettre au peuple sahraoui d'exercer

son droit à l'autodétermination. Après un procès de 7 mois, la cour d'appel de Salé (Rabat) a prononcé des peines d'emprisonnement allant de 2 ans à la perpétuité à l'encontre de 23 militants sahraouis emprisonnés depuis novembre 2010, suite au démantèlement du camp de Gdeim Izik par les forces d'occupation marocaines.

APS

Audi

Un RS Q8 en préparation

Page animée par Ali Zidane

La production du grand SUV Audi Q8 doit débuter en 2018 et le mastodonte pourrait connaître des variantes musclées. Ainsi, après le nom SQ8, Audi vient de déposer l'appellation RS Q8 auprès du bureau européen des marques et brevets. Il pourrait ne s'agir que d'une démarche de sécurisation, mais Audi n'a pas fait de même pour tous ses SUV. Depuis 2010, la marque est toutefois propriétaire des noms RSQ7 et RSQ5 et ces autos n'ont pas encore vu le jour. Un Audi RS Q8 pourrait reprendre le V8 turbo du groupe Volkswagen qui



offrira 650ch au Lamborghini Urus, avec une puissance peut-être revue à la baisse pour éviter la concurrence.

Global Motors Industries Hyundai HD78 à partir de 3 750 000 DA TTC

Global Motors Industries, représentant officiel de Hyundai Trucks & Bus, annonce le lancement d'un nouveau véhicule issu de son usine de Batna, le «HD78».

Le HD78, le nouveau venu dans la gamme Mighty est doté d'une charge utile de 5.2 Tonnes (la meilleure de sa catégorie) et d'un moteur de 140 chevaux se veut une



offre destinée aux «professionnels les plus exigeants qui sont toujours à la recherche de plus de charge utile et de plus de puissance», annonce le communiqué de GMI. Le HD78 est disponible immédiatement en configuration châssis cabine au prix de 3 750 000 DA TTC pour la version sans climatisation et 3 900 000 DA pour la version climatisée.

Salon de Francfort 2017

Un monstre nommé BMW X7



Un SUV long de plus de 5 m chez BMW ? La marque a confirmé l'arrivée d'un tel modèle depuis longtemps. S'ils n'ont guère la cote chez nous, les SUV de plus de 5 m conservent de nombreux adeptes dans le monde. Des amateurs qui ne trouvent pas leur bonheur chez BMW. La marque a donc décidé

de livraison.

Encore amplement camouflé, il ne peut toutefois pas cacher une chose : il ne faudra pas vraiment compter sur lui pour révolutionner le style de la marque. Sous tous les angles, l'air de famille avec son frangin est en effet évident. Mais l'empattement XXL et la poupe abrupte permet-

de combler ce manque, en offrant un grand frère au X5 : le X7, prévu pour 2018. Un mastodonte que nos espions viennent juste de surprendre, sur un camion

tront de ménager une belle habitabilité, d'emporter jusqu'à sept passagers ou de déménager l'équivalent d'un petit appartement.

Comme les dernières Série 7 et Série 5, ou le futur X5 également programmé pour 2018, le X7 utilisera la récente plateforme Clar, dédiée aux BMW à moteurs longitudinaux. Aluminium, magnésium, acier à très haute résistance et une poignée de plastique renforcé de fibre de carbone uniront donc leurs efforts pour contenir l'embonpoint de ce beau bébé. Le poids devrait toutefois dépasser la barre des deux tonnes dès l'entrée de gamme.

Diesel

L'UE surveillera les logiciels promis par l'industrie automobile allemande

La Commission européenne a promis jeudi d'étudier de près le fonctionnement des logiciels adaptés pour les moteurs diesel, promis par l'industrie automobile allemande pour faire baisser leurs émissions polluantes à l'issue d'un forum tenu la veille à Berlin. «Nous saluons les efforts du gouvernement allemand et de l'industrie visant à rétablir enfin la confiance des consommateurs et à améliorer la santé publique à la suite du scandale des émissions (de gaz polluants, ndr) automobiles», a déclaré Vanessa Mock, une porte-parole de la Commission, lors d'un point de presse à Bruxelles. Un grand forum national sur le diesel, vilipendé depuis la révélation des manipulations du groupe Volkswagen il y a deux ans, avait été organisé mercredi dans la capitale allemande pour lui venir au secours. Tous les constructeurs en

Allemagne, Volkswagen et ses marques Audi et Porsche, Daimler (Mercedes-Benz), BMW mais aussi Opel et l'Américain Ford, y ont assisté. Les constructeurs ont promis de rappeler à leurs frais 5,3 millions de véhicules diesel en Allemagne d'ici à fin 2018, avec l'objectif imposé de réduire de 30% les émissions d'oxyde d'azote (NOx) par une mise à jour logicielle. «Nous chercherons à savoir si la mise à jour proposée du logiciel sera suffisante pour réduire les émissions de NOx en-deçà des seuils existants», a commenté M^{me} Mock. Volkswagen, numéro un mondial de l'automobile, avait reconnu en septembre 2015 avoir équipé 11 millions de véhicules diesel d'un logiciel truqueur qui faussait les contrôles de ses émissions polluantes. Les soupçons se sont étendus depuis à l'ensemble de l'industrie.

Le Groupe Renault signe une nouvelle joint-venture Un accord de 660 millions d'euros avec l'Iran

Le Groupe Renault annonce la signature d'une joint-venture avec Idro, fonds d'investissement et de rénovation de l'industrie en Iran et Parto Negin Naseh Co, importateur aujourd'hui des produits de Renault en Iran.

La joint-venture dont Renault sera l'actionnaire majoritaire, avec néanmoins une première période de contrôle conjoint avec Idro et Parto Negin Naseh Co, intégrera, d'une part, un centre d'ingénierie et d'achats qui favorisera le développement des fournisseurs locaux, et d'autre part, une usine d'une capacité de production de 150 000 véhicules par an dans un premier temps, qui s'ajoutera aux capacités existantes du Groupe dans le pays de 200 000 véhicules. Les premiers véhi-

«Nous sommes heureux de signer cet accord avec Idro et Parto Negin Naseh Co. Dans un marché iranien en forte expansion, il était indispensable de se doter d'usines, mais aussi d'un centre d'ingénierie et d'achats. Cette joint-venture nous permettra d'accélérer notre croissance dans le pays», a déclaré Thierry Bollore, membre du Comité exécutif, directeur délégué à la Compétitivité.

«Avoir un réseau de distribution exclusif renforcera la position du groupe Renault en Iran. La signature de cette nouvelle joint-venture confirme les choix stratégiques que nous avons faits dans ce pays et nous ouvre de nouvelles perspectives dans un marché qui devrait atteindre 2 millions de véhicules en 2020», a estimé Stefan Mueller, membre



cules produits dans cette usine seront le nouveau Symbol et le nouveau Duster.

En plus de l'usine de véhicules annoncée en septembre 2016, il est prévu une usine de moteurs d'une capacité de 150 000 unités par an. Le site industriel est situé à Saveh, à 120 km de Téhéran. Il sera la propriété de la joint-venture qui gèrera le site. Cet accord prend également en compte le développement d'un réseau de distribution exclusif Renault en complément du réseau actuel de Negin Khodro.

du Comité exécutif, directeur délégué à la Performance.

De son côté, Naser Haddadzadeh, Chairman de Negin Holding Group a déclaré : «Notre groupe propriétaire de Negin Khodro Co, la société actuelle du réseau Renault en Iran, est fier de participer à ce développement industriel. En tant que famille propriétaire d'une entreprise privée, N.H. Group entretient J.V. avec Renault et Idro comme une autre possibilité d'un partenariat à long terme avec Renault pour les années à venir».

Hyundai i30 Fastback, un mélange du genre



i30 Fastback : c'est le nom de la nouvelle variante de la compacte Hyundai. Une coréenne qui tente de se donner des airs de «coupé cinq-portes», avec une silhouette plus étirée et plus basse que sur la berline classique. Pour la nouvelle variante de son i30, Hyundai fait revivre l'appellation Fastback. Un nom qu'on est plus habitué à voir associé aux premières générations de Ford Mustang, et plus

précisément à leurs variantes bicorps dotées d'une poupe fuyante. La dernière-née de la marque coréenne répond bel et bien en partie à cette définition. Mais elle garde pour sa part cinq-portes et son profil peut faire penser à celui d'une berline trois volumes.

Hyundai cherche en effet à la classer dans les «coupés cinq-portes», avec sa hauteur réduite de 3 cm par rapport à une i30 classique, tout en faisant grandir de 10 cm, pour atteindre 4,46 m de long au total. Avec de telles dimensions et un tel positionnement, difficile de trouver la moindre concurrente directe.



France

6 militaires blessés après avoir été renversés

■ Un véhicule a renversé un groupe de militaires de l'opération Sentinelle à Levallois-Perret (Hauts-de-Seine). «Six militaires du 35^e régiment d'infanterie de Belfort ont été blessés, dont trois plus grièvement, sans que leur pronostic vital ne soit engagé», a précisé la ministre des Armées, Florence Parly, dans un communiqué. Selon nos informations, l'un des militaires aurait une clavicule cassée et un autre des douleurs cervicales.

Par Rosa F.

La section antiterroriste du parquet de Paris se saisit du dossier. L'enquête, ordonnée notamment pour «tentatives d'assassinats sur personnes dépositaires de l'autorité publique en lien avec une entreprise terroriste», a été confiée à la Direction régionale de la police judiciaire (DRPJ), à la Direction centrale de la police judiciaire (DCPJ) et à la Direction générale de la sécurité intérieure (DGSI), a précisé le parquet. L'attaque a eu lieu vers 8 heures en plein centre-ville. La préfecture des Hauts-de-Seine a évoqué un «acte a priori volontaire», à propos de cet incident qui intervient quatre jours après une tentative d'attaque contre d'autres soldats de Sentinelle sur le site de la tour Eiffel à Paris. Le maire de Levallois, Patrick Balkany, a dénoncé sur BFM TV une «odieuse agression» dont il s'est dit «navré». L'incident a eu lieu sur la place de Verdun, devant un grand immeuble social à 200 mètres de la mairie, a-t-il précisé.

Sur place, un périmètre de sécurité était en place, a constaté un journaliste de l'Agence France-Presse. Plusieurs dizaines de policiers municipaux et des militaires de la mission Vigipirate se trouvaient au pied de l'immeuble, un bâtiment de 12 étages dominant sur un parc arboré. Au rez-de-chaussée de l'immeuble se trouve un local prêté par la mairie de Levallois aux militaires dans le cadre de la mission Vigipirate, a expliqué l'attaché de presse de la mairie. La mairie se trouve à une centaine de mètres du lieu de l'incident, une rue pavée jouxtant le parc. «Ce matin à la sortie de leur caserne, nos militaires sont sortis en groupe pour aller faire leur tournée et un véhicule BMW prépositionné dans l'allée leur a foncé dessus», a ajouté Patrick Balkany. «Ça s'est passé dans une voie en cul-de-sac devant le casernement des militaires. Le véhicule ne s'est pas arrêté. Ils sont une cinquantaine de militaires à quadriller la ville, c'est incompréhensible [...]. C'est sans aucun doute un acte délibéré». «Deux mili-



taires blessés ont été transportés à l'hôpital militaire de Percy et les 4 autres dans un autre hôpital. Les secours sont arrivés très vite, leurs vies ne sont pas en danger», selon Patrick Balkany. Trois attaques ont visé ces derniers mois la capitale : l'assassinat du policier Xavier Jugelé sur les Champs-Élysées le 20 avril, l'attaque d'une patrouille de police sur le parvis de Notre-Dame le 6

juin et celle d'un fourgon de gendarmerie le 19 juin également sur les Champs-Élysées. Depuis janvier 2015, la France est visée par une vague d'attentats djihadistes qui a fait au total 239 morts. Les dernières ont tout particulièrement visé les forces de l'ordre, sur des sites emblématiques. Samedi soir peu avant minuit à la tour Eiffel à Paris, un homme avait franchi un portique

en bousculant un agent de sécurité, puis sorti un couteau en criant «Allah Akbar». Des militaires de l'opération Sentinelle lui avaient ordonné de poser son couteau à terre et il s'était exécuté sans opposer de résistance et avait été interpellé. L'homme, admis en psychiatrie mais en permission de sortie, a dit pendant sa garde à vue vouloir «commettre un attentat contre un militaire». Il a été réadmis lundi en hospitalisation d'office. Un conseil de défense, habituel avant le conseil des ministres, avait lieu à l'Élysée depuis 9 heures ce matin, réunissant notamment le président Emmanuel Macron, son Premier ministre Édouard Philippe, et ses ministres de l'Intérieur, Gérard Colomb, et des Armées, Florence Parly. Lundi, la ministre avait déclaré que l'opération Sentinelle resterait «en place tant qu'elle sera utile à la protection des Français», et sera prochainement adaptée «pour s'inscrire dans la durée». Le 14 juillet, le chef de l'État a annoncé que l'opération Sentinelle, qui mobilise 7 000 soldats en permanence sur le territoire national depuis les attentats de 2015, allait être revue «en profondeur afin d'avoir une plus grande efficacité opérationnelle et de prendre en compte l'effectivité et l'évolution de la menace».



Points chauds

Fronde

Par Fouzia Mahmoudi

Le parti En Marche ! créé par Emmanuel Macron en avril 2016 a réussi rapidement l'exploit de réunir des personnalités aux horizons divers et souvent opposés. Ainsi, l'on peut retrouver au sein du jeune parti des personnalités issues de la gauche, du centre et même de la droite. Et si pendant plusieurs mois ce mélange était cité en exemple de parfaite cohabitation, les premières tensions se font aujourd'hui sentir. Le groupe représentant le mouvement au Parlement, La République En Marche, a connu ces derniers temps des tensions accrues lors du vote de certaines mesures. Ces tensions sont notamment apparues chez les députés macronistes à propos de la baisse prochaine des APL. Gérard Darmanin, ministre de l'Action et des Comptes publics, craint justement que les très sérieuses coupes budgétaires de la loi de finances 2018 ne soient pas votées par tous cet automne. Pour le dire en un mot, Darmanin craint qu'une fronde de «gauche» ne se développe au sein des députés LREM. Le ministre cherche des relais pour contenir les initiatives redoutées du groupe à l'automne lors des débats budgétaires. «Oui, la baisse des APL a créé un gros remue-ménage au sein du groupe parlementaire, confie-t-on de l'intérieur. Il ne faut pas oublier qu'une grande partie des députés LREM vient de la gauche. Ils ont adhéré au macronisme parce que son programme comportait aussi une dimension sociale et humaine». En somme, le clivage droite-gauche n'est pas mort et se perpétue au sein de La République en marche, un mouvement qui, comme le Parti socialiste, comporte une dominante de gauche et une dominante de droite. De là à voir se reproduire une «fronde» comme sous le quinquennat précédent ? Certains le redoutent. Pour l'instant, Emmanuel Macron et son gouvernement ont principalement envoyé des signaux de réformes d'inspiration libérale. D'abord, par le choix des hommes : Édouard Philippe à Matignon, Gérard Darmanin et Bruno Le Maire à Bercy forment une triade puissante provenant des Républicains. Dans leurs cabinets, on retrouve aussi des conseillers qui ont travaillé plus ou moins directement pour le candidat François Fillon. Il y a là de quoi inquiéter les anciens socialistes qui ont rejoint Macron. «Certes, il y a eu des maladresses dans la communication de la mesure sur les APL, admet François Patriat, sénateur LREM et proche du chef de l'État. À droite, quand on fait des coupes budgétaires, on se montre brutal parce qu'on veut apparaître comme courageux. Ce n'est pas la manière d'Emmanuel Macron qui aurait préféré que l'on présente globalement la réforme du logement». Reste à savoir si Macron se retrouvera avec une fronde sur les bras tout comme Hollande avant lui, mais à la différence que personne ne peut jouer la surprise quant au programme libéral du jeune président qui avait durant sa campagne annoncé la couleur et qui surtout avait promis de passer en force s'il rencontrait des résistances.

F. M.

Séisme en Chine

Au moins 13 morts et 175 blessés

Un séisme de magnitude 6.5 a frappé la province chinoise du Sichuan, dans le sud-ouest du pays, faisant au moins 13 morts et 175 blessés, selon un bilan provisoire diffusé hier matin, les autorités disant redouter jusqu'à une centaine de morts et des milliers de blessés. Treize personnes ont péri et 175 ont été blessées lors du séisme qui s'est produit mardi soir, a rapporté la télévision d'État CCTV, citant des chiffres des autorités provinciales du Sichuan. L'agence de presse officielle Chine nouvelle (Xinhua) avait de son côté fait état un peu plus tôt de neuf morts, précisant que cinq des personnes décédées étaient des visiteurs d'une zone touristique comprenant un parc national très fréquenté. De premières images montraient des sauveteurs paramilitaires en gilet orange fouillant des décombres à la recherche de survivants. Le président Xi Jinping a appelé à «des efforts constants afin d'organiser rapidement les secours et de venir en aide aux blessés». La «Commission nationale pour la réduction des catastrophes» a estimé que 100 personnes pourraient avoir été tuées dans la secousse, un bilan qui se fonde sur les chiffres du recensement réalisé en 2010 dans cette région montagneuse et peu peuplée. Le

séisme pourrait avoir fait des milliers de blessés et plus de 130 000 habitations ont pu être endommagées, selon la Commission. Le tremblement de terre est survenu à 21h20 locales (13h20 GMT) dans une zone reculée du Sichuan, non loin de la zone où un séisme de magnitude 8 avait fait 87 000 morts et disparus en 2008, a indiqué l'institut géologique américain (USGS). L'épicentre se trouvait à 284 kilomètres au nord de la capitale provinciale Chengdu, et à une profondeur de 10 kilomètres, selon l'USGS. Le secteur frappé par le séisme comprend notamment le parc national de Jiuzhaigou, une région reculée du plateau tibétain, qui figure sur la liste du patrimoine mondial de l'Unesco. Ce secteur très fréquenté par les touristes est renommé pour la beauté de ses lacs. Le *Quotidien du Peuple* a rapporté que plus de cent personnes s'étaient retrouvées «piégées» dans le parc national et posté sur Twitter une vidéo montrant des rescapés allumant un feu de camp dans la nuit. Plus de 38 000 personnes ont visité mardi le parc national de Jiuzhaigou, selon Chine nouvelle. Pas moins de 31 500 d'entre elles ont été mises en sécurité, selon l'agence. La restauratrice Tang Sesheng a fui son établis-

sement à Jiuzhaigou dès qu'elle a senti la terre trembler. «C'était comme en 2008 à Jiuzhaigou lors du dernier grand tremblement de terre, donc je savais ce que c'était. Celui-ci semblait même plus puissant», a-t-elle raconté à l'AFP au téléphone. Les habitants se sont enfuis de leurs habitations pour s'installer dans les grands jardins publics de la ville, ou à bord des voitures, loin des immeubles, craignant qu'ils ne s'effondrent, selon son témoignage. «Les gens n'ont rien pris sur eux, ni argent, ni vêtements, on s'est juste rués à l'extérieur», a-t-elle rapporté. Des habitations ont été détruites et les autorités ont mobilisé des jeunes pour évacuer les habitants, a déclaré à l'agence officielle un responsable du parc national. Le séisme a été fortement ressenti à Chengdu, selon Chine nouvelle. Mais la secousse a touché une vaste région, affolant jusqu'aux habitants de la grande ville de Xian, à plus de 400 km de là. La Chine est régulièrement frappée par des séismes, en particulier dans les régions montagneuses de l'ouest et du sud-ouest. Hier matin, un séisme de 6,3 a par ailleurs été enregistré au Xinjiang, dans le nord-ouest du pays, selon l'USGS. Aucune victime ni aucun dégât n'était signalé dans l'immédiat.



Coup-franc direct

Des dirigeants bricoleurs !

Par Mahfoud M.

Ce qui se passe au CRB montre encore une fois que la nouvelle direction est loin de la réalité du terrain et ne pourra nullement réussir à relever le défi, malgré le succès de l'année dernière en Coupe qui devait être bonifié pour continuer à aller de l'avant et penser à réussir un bien meilleur résultat. En effet, que on peut-on attendre d'un président qui emmène son équipe vers un pays voisin en bus avec la chaleur suffocante qui prévaut et des risques qu'il a fait courir à ses joueurs ? Le boss du Chabab n'a par ailleurs pas réussi à avoir les autorisations nécessaires pour faire sortir les joueurs qui passent leur service national, afin d'être présents à ce stage. Cela a fortement contrarié le staff technique qui souhaitait travailler avec tout le monde afin d'être prêt pour le prochain rendez-vous qui attend le club. Ce sont des dirigeants bricoleurs qui sont à la tête de ce club mythique qui mérite beaucoup mieux que ces gens qui ne sont pas en mesure d'organiser un stage dans les meilleures conditions possibles, sachant que cela ne pardonne pas et se paiera sur le terrain, étant donné que les autres clubs ont mis le paquet pour se préparer dans un meilleur cadre. Les Belouizdadis devraient se rassembler autour de l'équipe et tenter de la sauver de cette situation.

M. M.

MC Alger Le Doyen regagne Tignes

LE MC ALGER (Ligue 1 algérienne de football) s'est envolé hier pour la ville de Tignes (Est de la France) afin d'effectuer un stage d'intersaison de 12 jours en vue de la saison footballistique 2017-2018, a annoncé le club algérois sur son application officielle. Ayant été confrontée à un problème de visas, la direction du «Doyen» a enclenché une véritable course contre la montre pour régler ce problème, sachant que le départ en stage devait avoir lieu lundi. La délégation du Mouloudia ralliera la ville de Lyon (238 km de Tignes) en deux groupes. Les coéquipiers de la nouvelle recrue Sofiane Balegh (ex-USM Bel-Abbès) poursuivaient leur préparation à l'Ecole d'hôtellerie d'Aïn Bénian sous la houlette de l'entraîneur-adjoint Rafik Saïfi, en attendant la désignation d'un nouvel entraîneur, en remplacement de Kamel Moussa, dont le contrat a été résilié à l'amiable. En effet, le club qui devait conclure avec le technicien espagnol Fernando Vasquez a

été obligé de se mettre sur une autre piste après le faux bond de l'ancien coach du Celta Vigo (Liga espagnole). Le futur coach des «Vert et Rouge» devrait être un Français, selon une source proche du club algérois alors que les noms d'Alain Perrin ou encore Patrick Remy sont cités dans les coulisses de la maison mouloudéenne. Côté recrutement, le MC Alger a engagé durant le mercato estival, clôturé le 31 juillet, six nouveaux joueurs dont le milieu international A' Sofiane Bendebka (ex-NA Hussein-Dey) et l'attaquant nigérian Barnabas Imenger Jr (ex-Lobi Stars/Nigeria). Au cours du défunt exercice, le MCA a terminé à la deuxième place en championnat et s'est fait éliminer en demi-finale de la Coupe d'Algérie. Le club est toujours en course en Coupe de la Confédération africaine (CAF) où il va affronter le Club Africain de Tunis en septembre prochain dans le cadre des quarts de finale.

Handball U-19 / Mondial-2017 (Gr. B - 1^{er} J) L'EN débute par une défaite

LA SÉLECTION algérienne de handball des moins de 19 ans (garçons) s'est inclinée face à son homologues géorgienne sur le score de 24 à 28 (mi-temps : 08-16), en match comptant pour la 1^{re} journée du groupe B du Championnat du monde de la catégorie, disputé mardi à Tbilissi. Dans les autres rencontres du groupe B, l'Islande a battu le Japon (26-24) et

l'Allemagne s'est imposée devant le Chili (39-22). Le Sept algérien, arrivé dans la capitale géorgienne à quelques heures seulement de son premier match, devait disputer sa deuxième rencontre du Mondial-2017 face à l'Allemagne, hier à 17h00 (heure algérienne).

Les quatre premiers de chaque poule se qualifient pour les huitièmes de finale du tournoi.

Mondiaux d'athlétisme 2017 (3000m steeple) Tabti rate le coche

L'ATHLÈTE algérien Bilal Tabti a été disqualifié de la finale du 3000 mètres steeple des Mondiaux d'athlétisme 2017, remportée par le Kenyan Conseslus Kipruto, mardi soir au

stade olympique de Londres. Kipruto, champion olympique en titre, a réalisé un chrono de 8:14.12 devant le Marocain Sofiane El Bakkali (8:14.49) et l'Américain Evan Jager 8:15.53.

CHAN-2018 (Dernier tour qualificatif) Algérie-Libye L'EN se rend à Constantine

La sélection nationale A', composée des joueurs locaux, s'est rendue hier à Constantine où elle devrait croiser le fer avec son homologues libyenne le 12 août prochain pour le compte de la manche aller des éliminatoires du CHAN 2018.



Les Verts dans le vif du sujet

Par Mahfoud M.

Il faut savoir que le nouveau sélectionneur des Verts, l'Espagnol Alcaraz, avait demandé à ce que les différentes sélections nationales puissent évoluer dans différentes villes d'Algérie pour permettre à tout le monde de soutenir leurs préférés. La ville des ponts suspendus s'est donc préparée en conséquence pour abriter cette joute qui aura lieu au stade Hamlaoui. Il faut savoir que le sélectionneur des Verts avait fait appel à 25 joueurs pour préparer la double confrontation face aux

Libyens pour le compte de la qualification à la phase finale du CHAN qui se déroulera au Kenya. Alcaraz souhaite que ses joueurs soient au top pour cette confrontation surtout qu'il ne veut nullement rater cet objectif qui reste à la portée de l'équipe, sachant que la manche retour se déroulera sur un terrain neutre en Tunisie. Pour ce qui est de la deuxième étape du regroupement qui a débuté avant-hier au Centre de préparation de Sidi Moussa, il s'est ouvert avec une séance à la salle de musculation, avant de revenir au terrain. Alcaraz a aussi programmé des

matchs d'application qui ont permis aux joueurs d'avoir leurs repères sur le terrain et de consolider la cohésion avant le jour fatidique et cette empoignade face à la Libye. Côté effectif, l'attaquant de l'ES Sétif, Abdelhakim Amokrane, victime d'une blessure musculaire, a déclaré forfait pour ces deux rendez-vous. C'est le cas également de Mohamed Benkhemassa (USM Alger), du gardien Toufik Moussaoui (Paradou AC), du défenseur central Bouabta Tarek (Paradou AC) et de Saâdi Smail (ES Sétif) qui souffrent de diverses blessures.

M. M.

AS Monaco Ghezzal, 9^e joueur algérien à porter les couleurs du club de la Principauté

L'ailier international Rachid Ghezzal, signataire lundi d'un contrat de quatre saisons avec l'AS Monaco, est devenu le 9^e joueur algérien dans l'histoire à porter les couleurs de la formation championne de France 2016-2017 de football depuis 1950. Le premier Algérien à enfiler la tunique «rouge et blanc» fut le milieu de terrain Noureddine Ben Ali entre 1950 et 1952. Il a été suivi par le gardien de but Abderrahmane Boubekeur pendant la guerre de Libération nationale (1954-1958). A cette époque, le club monégasque avait également enregistré l'arrivée de l'emblématique défenseur de l'équipe du Front de libé-

ration nationale (FLN) Mustapha Zitouni qui avait porté le maillot de l'ASM entre 1954 et 1958 avant d'aller monnayer son talent quelques années plus tard au RC Kouba après l'indépendance (1964-1967). L'attaquant Abdelaziz Bentfour, également ancien membre de la glorieuse équipe du FLN, a marqué de son empreinte son passage sur le Rocher entre 1955 et 1958, réussissant à marquer 56 buts en 246 apparitions, avant de rejoindre l'équipe du FLN à Tunis. Le milieu de terrain Hacène Chabri s'est contenté, lui, d'une seule saison du côté de la Principauté (1956-1957). Il a fallu attendre 36 ans pour voir

un autre Algérien, en l'occurrence l'attaquant Bensaâd Bettahar évoluer à l'AS Monaco, lors de la saison 1994-1995. Une saison plus tard, il a été rejoint par l'ancien milieu international Ali Benarbia qui resta jusqu'à 1998, totalisant 121 apparitions (12 buts). Avec Monaco, Benarbia a remporté le championnat en 1997 ainsi que le Trophée des champions (supercoupe) la même année. Enfin, l'ancien international Moussa Saïb a effectué un bref passage à l'ASM lors de la saison 2001-2002, portant le maillot monégasque à sept reprises seulement (1 but).

Leicester City

L'AS Rome renonce à Mahrez

L'AS Rome (Serie A italienne de football) a définitivement abandonné l'idée d'engager le milieu international algérien de Leicester City (Premier league anglaise) Ryad Mahrez après les multiples rejets dont ont fait l'objet ses offres par les «Foxes», rapportent des médias locaux. La dernière offre parvenue du club romain est estimée à 35 millions d'euros et le directeur sportif romain, Monchi a déjà prévenu que le club vice-cham-

pion d'Italie n'était pas prêt d'aller au bout des exigences des Anglais. L'ailier de 26 ans, encore sous contrat jusqu'en 2020 avec Leicester et convoité aussi par les Gunners d'Arsenal, avait fait part de sa volonté de partir à l'issue de la saison 2016-2017. Les «Foxes» ont d'abord fixé un prix qui a refroidi les prétendants (50 millions d'euros), avant de revoir leurs exigences à la baisse. Après une saison étincelante marquée par 17 buts en Premier

league et un titre de champion, la forme de l'attaquant algérien a baissé la saison dernière (6 buts) alors que le club n'a terminé que 12^e du championnat, parvenant néanmoins à se qualifier pour les quarts de finale de la Ligue des champions et ce, pour sa première participation dans cette épreuve. Formé au Havre (France), Mahrez s'était engagé avec Leicester en janvier 2014. Six mois après, il accède avec les «Foxes» en Premier league.

LE JOUR

D'ALGERIE

Votre quotidien national

<http://www.lejourdalgerie.com>

Destinés à la confection d'explosifs

Quatre batteries et des produits chimiques découverts à Ain Defla

QUATRE batteries et 125 litres de produit chimique (Ammonitrate) rentrant dans la confection des explosifs ont été découverts lundi par un détachement de l'Armée nationale populaire (ANP), lors d'une opération de recherche et de ratissage menée à Ain, a indiqué avant-hier un communiqué du ministère de la Défense nationale.

«Dans le cadre de la lutte anti-terroriste et lors d'une opération de recherche et de ratissage menée à Ain Defla, un détachement de l'Armée nationale populaire a découvert, le 7 août 2017, quatre batteries et 125 litres de produit chimique (Ammonitrate), rentrant dans la confection d'explosifs. Tandis que 534 car-

touches de différents calibres ont été découvertes à Biskra», a précisé la même source. Par ailleurs, s'agissant de la lutte contre la contrebande et la criminalité organisée, un détachement de l'ANP a saisi, en coordination avec des éléments de la douane de Tlemcen, une quantité de 116 kilogrammes de kif traité. De plus, «des gardes-côtes ont déjoué à Annaba une tentative d'émigration clandestine de 16 personnes à bord d'une embarcation de construction artisanale, tandis que 48 immigrants clandestins de différentes nationalités ont été arrêtés à Tlemcen, Adrar, Bechar et Ouargla», a conclu le communiqué.

Qatar

Exemption de visa d'entrée pour 80 nationalités

LE QATAR a annoncé hier qu'il supprimait les visas d'entrée dans le pays pour 80 nationalités dans le but de stimuler le tourisme et le transport aérien, selon des sources officielles. L'annonce a été faite au cours d'une conférence de presse du patron de Qatar Airways, Akbar al-Baker, et de responsables du département qatari du Tourisme et du ministère de l'Intérieur. «L'exemption de visa (pour les 80 nationalités) fera du Qatar le pays de la région le plus ouvert aux visiteurs étrangers», a expliqué le représentant du département du Tourisme, Hassan al-Ibrahim. Les pays du Golfe, dont le Qatar, exigent généralement des visas pour les étrangers et les accorde selon des critères restrictifs. Pour les ressortissants des 80 pays bénéficiant de la mesure, il suffira de présenter à l'arrivée un passeport valide pour obtenir le droit d'entrer au Qatar, a indiqué le représentant du ministère de l'Intérieur, Mohamed Rached al-Mazroui. Les ressortissants de 33 pays

auront le droit de rester dans le pays pendant 180 jours sans visa et ceux des 47 autres pays pourront y séjourner sans visa pendant 30 jours, période renouvelable une seule fois. Les noms des 80 pays bénéficiaires n'ont pas été communiqués, ni la date à laquelle la mesure sera appliquée. Mais la presse qatarie indique qu'elle va concerner principalement les ressortissants de pays occidentaux.

Deux critères ont été notamment cités par M. Mazroui pour le choix des nationalités. Le premier est d'ordre sécuritaire et le second d'ordre économique, à savoir le pouvoir d'achat des visiteurs.

L'Arabie saoudite, les Emirats arabes unis et Bahreïn ont rompu leurs relations avec Doha le 5 juin. Ils ont fermé leurs frontières maritimes, aériennes ou terrestres avec le Qatar, qu'ils accusent de «soutenir le terrorisme» et d'entretenir des relations trop étroites avec l'Iran. Le Qatar a rejeté ces accusations en bloc.

Suite aux inondations survenues à Tamanrasset

Une personne emportée par les eaux et une autre noyée

UNE PERSONNE a été emportée par les eaux d'un oued en crue et une autre est morte noyée dans des inondations suite aux fortes pluies qui se sont abattues sur la ville de Tamanrasset au cours des deux derniers jours, ont indiqué hier les services de la Protection civile de la wilaya. Le cadavre d'un homme âgé de 34 ans a été repêché par les unités de la Protection civile au niveau de l'oued Sebrine (70 km de Tamanrasset) et transféré à la morgue de l'hôpital de

Tamanrasset, a indiqué le chargé de communication à la direction de la Protection civile, le lieutenant Benanes Baghour. Selon la même source, une autre victime âgée de 21 ans, morte noyée dans des inondations, a été repêchée à Ain Amguel. Les unités de la Protection civile ont effectué, au cours des dernières 48 heures, 51 opérations de secours dans la capitale de l'Ahaggar et à In Guezzam (400 km à l'extrême-ouest de la wilaya), a précisé le lieutenant Benanes Baghour.

Qatar sans visa pour 80 nationalités: les Algériens exclus de la liste



Djalou@hotmail.com

Chutes de tension électrique à Seddouk

Des habitants ferment le siège de la SDE

■ Des habitants de Seddouk Ouad ont fermé, hier, le siège local de la SDE (ex-Sonelgaz) en signe de protestation contre les chutes de tension et coupures récurrentes de courant qui touchent la commune depuis plusieurs semaines.

Par Hocine C.

Ils espèrent à travers cette action radicale forcer la main aux services de la SDE afin d'effectuer des travaux de renforcement du réseau électrique de la région et mettre fin à

leur calvaire qui s'est accentué avec la période de fortes chaleurs qui affectent la région depuis plusieurs semaines et ont une surconsommation d'électricité. Après cette action, une réunion a eu lieu entre les protestataires, les responsables

locaux de la SDE et les autorités locales, et les discussions ont porté sur la nécessité de renforcer le réseau électrique de la commune et la transmission des revendications des citoyens aux autorités compétentes.

H. C.

Accidents de la circulation

Six morts et 56 blessés durant les dernières 24 heures

SIX PERSONNES ont trouvé la mort et 56 autres ont été blessées dans huit accidents de la circulation enregistrés durant les dernières 24 heures au niveau national, selon un bilan établi hier par la Protection civile.

Le bilan le plus lourd a été enregistré dans la wilaya de M'sila où deux personnes sont décédées et 43 autres ont été blessées suite à deux accidents de la circulation, note la même source. Par ailleurs, dans le cadre du dispositif de lutte contre les incendies, les éléments de la Protection civile ont procédé, durant la même période, à l'extinction 18 feux de forêt, 11 incendies de maquis et 18 feux de récolte, où les flammes ont ravagé 108,5 hectares de forêt, 59 hectares de maquis, 40,5 hectares d'herbes sèches et détruit 6 367 bottes de foin, 1 898 arbres fruitiers. D'autre part, deux personnes sont mortes et une autre légèrement brûlée à Skikda suite à un incen-

die dans une étable située au lieu-dit Oued Zegar au niveau de la commune d'Ain El Kercha.

Durant la même période, les éléments de la Protection civile sont intervenus suite aux fortes pluies qui se sont abattues sur les régions de Tamanrasset et Ain Guezzam où plusieurs opé-

rations d'épuisement des eaux pluviales ont été effectuées. Ces intempéries ont causé la mort d'une personne qui était à bord d'un véhicule emporté par les eaux de l'oued Amsel en crue, dans la commune de Tamanrasset, ajoute la même source.

Effondrement d'un toit d'une vieille maison à Djelfa

Une fillette de 7 ans rend l'âme à l'hôpital

UNE PETITE fille a trouvé la mort et six autres personnes ont été atteintes de blessures légères, suite à l'effondrement du toit de leur domicile familial, au niveau d'une cité de la ville de Djelfa, ont indiqué, hier, les services de la Protection civile de la wilaya.

Les agents de la Protection civile sont intervenus aux environs de 2h, suite à l'effondrement partiel du toit d'une chambre d'un domicile de la cité Fellah du chef-lieu de wilaya, a-t-on ajouté de même source,

signalant le décès d'une fillette de sept ans, dont les blessures graves ont nécessité son transport au service des urgences de l'hôpital Mehad- Abdelkader, où elle a rendu l'âme. Par ailleurs, six autres personnes de la même famille (âgées de 4 à 47 ans) ont été atteintes de blessures légères, selon la même source qui souligne que la maison en question est une vieille construction en toub et pierres, dont le toit est fait de tuiles.